

s au FDO
- enreg.

Peut-il y avoir une ethnologie africaniste ?

par Jean Guiart

Un mouvement se dessine, qui tend à prendre des aspects officiels ou semi-officiels, (congrès de sociologie, Alger 1974) et qui veut que l'Ethnologie soit une science à détruire parce que fruit de la situation coloniale.

Des collègues, Georges Balandier, Paul Mercier et d'autres, pris de panique et séduits depuis longtemps par l'idée de retourner dans le sein de la sociologie qui nous a enfanté — et aussi de la dominer en profitant de l'impasse où s'enfonce la sociologie classique, qui se prend pour une science exacte et n'arrive pas à en faire la démonstration — prétendent nier le problème en se proclamant « anthropologues ». J'ai de la reconnaissance à Claude Lévi-Strauss, pourtant introducteur en France du terme « Anthropologie sociale », de continuer à parler de l'Ethnologie et de se dire ethnologue. Il y aurait de la lâcheté à agir autrement.

Mais pourquoi nier la réalité ? Depuis les colonisations phéniciennes, puis grecques autour de la Méditerranée, depuis l'empire romain et le fameux « Rendez à César ce qui est à César », l'existence de colonies avait toujours paru légitime à l'Occi-

dent. Je tairai les noms, par déférence, d'anti-impérialistes d'aujourd'hui qui n'avaient pas hier les mêmes scrupules. Il est vrai que les ethnologues britanniques et français ont découvert la condamnation du colonialisme au moment où les colonies fichaient le camp. Ceux de la génération de l'immédiat après-guerre, Balandier, Mercier, Condominas, moi-même, avons été des fonctionnaires coloniaux tant que cela nous arrangeait, et pendant ce temps-là, nous n'avons jamais lutté que pour l'amélioration des conditions du moment. Nos successeurs ont vécu des conditions matériellement plus confortables, et néo-coloniales, malgré des positions politiques personnelles plus apparemment progressistes mais tout aussi prudentes. Il serait intéressant de comparer les objets des documents que l'on signe à Paris avec ce qu'on s'abstient de dénoncer sur place. Le premier fait est choquant à cause du second qui l'est beaucoup moins. Outre la perte de la possibilité de continuer à travailler sur son terrain, un étranger, même citoyen de l'ancienne puissance occupante, apparaît le plus mal placé pour intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat techniquement indépendant.

ORSUM Fonds Documentaire

N° F

22908

43

Cote F

B

Il se tait donc, quitte à se trouver par ailleurs les moyens d'une bonne conscience.

Il n'y a rien en cela qui permette d'être fier de soi. Même pas du ridicule de proclamer son indignation devant une situation de famine en affirmant qu'on savait la chose inéluctable depuis trois ans... que n'avait-on tenté alors de provoquer une prise de conscience du danger ! Je crois à la nécessité d'agir à condition d'être efficace, ce qui signifie prendre des risques personnels. L'indignation dans le confort parisien me paraît un pauvre substitut à ce qui serait souhaitable.

Si l'ethnologie est née dans des conditions coloniales, doit-elle disparaître devant la nouvelle volonté de suppression de toute apparence de relation de dépendance. Nous entretenons en France des spécialistes de l'Angleterre ou de l'Amérique sans qu'on pense à les accuser d'être des minichevaux de Troie. Les spécialistes de la France aux USA ne sont pas tous des agents stipendiés du Pentagone ou de la CIA. L'existence de nos indianistes ne pose aucun problème politique, même mineur, au gouvernement de la République indienne, et rares sont parmi nos sinisants ceux que le gouvernement de Pékin considère comme de dangereux adversaires. Il serait extraordinaire qu'on mette les ethnologues à la porte, pour par la suite inviter des délégations à rendre visite à tel ou tel pays pour mieux le connaître, l'apprécier et le « faire connaître ».

La réaction contre l'ethnologie apparaît liée directement à l'ancienne domination coloniale. Pourtant, dans les anciens territoires français, les relations des ethnologues avec l'administration coloniale, peu soucieuse de curiosités professionnellement indiscrettes, étaient-elles rarement au beau fixe. Les appuis financiers des premiers spécialistes français — Lebaudy, Schneider — se sont trouvés dans des secteurs industriels à ce moment très peu liés au système colonial. Après la décolonisation officielle, les spécialistes de l'ORSTOM se

sont pliés aux exigences des gouvernements locaux, sans faire de difficulté.

Le problème n'apparaît pas être là. En France, discipline de luxe qui n'a jamais su se tailler le statut de l'anthropologie britannique, l'ethnologie apparaît en Afrique, et ailleurs, comme un des points forts d'une entreprise de domination culturelle, où les Blancs croient avoir vocation à rester les maîtres (étant les ethnologues) avec les Africains pour serviteurs (étant les informateurs des ethnologues). Depuis vingt ans, des chercheurs de l'ORSTOM et quelques autres ont accentué ce qui aurait pu n'être qu'une présentation déformée de la réalité, en insistant pour le recrutement d'enquêteurs locaux, dont l'existence leur rendait le travail plus aisé ; l'enquêteur africain n'avait d'autre choix que de s'adapter à son patron et celui-ci évitait ainsi l'épreuve véritablement terrifiante de la solitude absolue de l'observateur dans un monde hostile ; et quand, comme à Madagascar, on utilisait des enquêteurs mérinas dans des zones qui avaient toujours eu des raisons de craindre tout ce qui était une émanation du gouvernement central, on arrivait à multiplier l'erreur de méthode par un certain facteur. On peut se demander ce que valent certains travaux réalisés dans ces conditions.

Par contre, persuadés de l'impossibilité de le réaliser du fait de la bien commode idéologie de la distanciation — notion contradictoire avec celle d'observation participante, mais tout est possible aux sorciers Blancs — la formation d'une classe de chercheurs africains était négligée, ou entreprise avec tant de réserves informulées que le résultat n'en était guère démonstratif. Qui a osé prévoir la relève des ethnologues blancs par des spécialistes noirs ? A certains moments on avait même l'impression que la bienveillance outrée et le manque d'exigences vis-à-vis des étudiants Noirs tentés par les sciences humaines étaient un moyen détourné de survivre à soi-même en démontrant qu'on était irremplaçable.

On voit fort bien où va l'évolution des choses : la disparition des Centres pesants genre ORSTOM, qui seront repris en compte par les gouvernements locaux. Faute de chercheurs africains formés à temps, on n'y fera peut être plus guère de recherches pendant un certain temps. Faute aussi d'avoir voulu former des chercheurs africains sinon pour en faire des sous-ordres, certains Centres tomberont peut-être entre les mains d'hommes qui préféreront en interdire l'accès, et faire refuser les visas, aux chercheurs français dont ils craindront l'attitude trop aisément condescendante. Tout cela est inévitable. Il faut que cela arrive pour qu'une issue puisse être trouvée, après la disparition totale du chercheur en séjour colonial, avec salaire double, maison, voiture et serviteurs noirs pour lui-même et son épouse.

Certains d'entre nous pensent que c'est là un mauvais moment à passer : et qu'il suffit d'attendre dix ans. Ce jugement est rassurant en ce qu'il consiste à continuer à considérer les Africains comme des adolescents... nous reviendrons quand ils seront devenus adultes ! Dans dix ans, les sociétés auront évolué — elles n'ont jamais cessé depuis qu'elles existent — et peut-être le retour sera-t-il difficile sinon même impossible.

Faudra-t-il s'être fait expulser de partout pour accepter de se poser le problème de la finalité et des modalités de réalisation de l'ethnologie ? Pour le moment la réponse consiste généralement à se chercher un terrain de travail de rechange, la France par exemple, ce qui sera certainement bénéfique : la condescendance de l'observateur blanc doué d'une bonne conscience, condescendance que les observés ont dû « encaisser » pendant si longtemps parce qu'ils n'avaient pas le choix, ne fera pas florès en milieu rural ou urbain français ; on cessera peut-être alors de recruter parmi ceux qui ont des problèmes d'adaptation dans leur propre société.

Il me semble pourtant que l'ethnologie vaut mieux qu'un repli obligatoire sur l'hexagone. Mais peut

être pas n'importe quelle ethnologie. Les intéressés, c'est-à-dire ceux qui la subissent, commencent à s'exprimer, et durement. Je ne les contredirai pas.

J'ai trop souvent éprouvé, aussi bien dans mes propres comportements que dans ceux des collègues observés, que l'ethnologie valait mieux que les ethnologues. Je ne vais cependant pas crier haro sur le baudet. Il est illusoire, pour la période coloniale, de réclamer des observateurs européens une attitude fondamentalement différente de celle de leur propre société. De même pour la période qui a suivi. Les ethnologues sont issus de la classe intellectuelle, sinon de la grande bourgeoisie de leur pays ; ils en ont les qualités et les défauts, révèrent ses idoles et s'enthousiasment pour ses modes. On ne peut leur opposer l'image d'un ethnologue idéal qui n'existera jamais, même africain.

Il est raisonnable par contre de poser le problème des méthodes, des résultats, et des formes d'expression ; puis de se demander qu'elle devrait être une ethnologie africaine, si du moins le projet en est concevable. La réponse sur ce dernier point est, sur le principe, que s'il ne doit pas y avoir d'ethnologie africaine parce qu'on ne saurait ni observer ni analyser sa propre société, c'est que l'ethnologie n'a jamais existé. La seule justification de la validité scientifique des méthodes découvertes outre-mer est dans la réussite de leur adaptation de ce côté-ci de l'océan. A moins de considérer qu'il y a des peuples constituant les objets de notre science et d'autres qui fournissent les hommes. Je sais que nous avons longtemps agi comme si nous en étions persuadés, mais quand même...

Il vaut la peine de se pencher sur la validité des méthodes. L'anthropologie sociale britannique est née de la méthode généalogique et s'est complu dans l'analyse des systèmes de parenté, c'est-à-dire du matériau obtenu à partir de la méthode. Les résultats diffèrent selon les lieux, et selon l'enquêteur. Mais nul n'a jamais prétendu à l'existence d'une séparation entre pays où cela était d'un bon rendement et pays où cela n'en vaudrait pas la

peine. Adaptée à chaque réalité, devenant aujourd'hui plus raffinée et plus exigeante, la réalisation d'une couverture généalogique offre autant d'intérêt en Europe qu'au-delà des mers. La vraie différence est entre sociétés qui présentent une profondeur généalogique, et celles qui, pour des raisons structurelles, n'y ont pas recours ou l'ont perdue (la nôtre). D'une société à une autre, le raffinement institutionnel se trouve à des niveaux divers et, d'ailleurs, on n'a encore jamais posé, en termes propres, le problème de savoir si les concepts généalogiques auxquels on avait recours, étaient réellement valides en dehors d'Angleterre. La méthode généalogique a dû sa faveur à ce qu'elle permettait des questions et des réponses aussi dépourvues d'ambiguïté qu'il était alors concevable. Les premiers auteurs ont mis en évidence la manipulation institutionnalisée des relations de type généalogique. C'était si gênant, qu'on a commodément mis de côté ce qu'on redécouvre aujourd'hui. Les généticiens sont les seuls à ce jour à travailler en fonction d'une représentation rigoureuse, et non imprégnée de notions juridiques, de ce que doit être une généalogie. Les conséquences ne sont pas encore comprises par les ethnologues.

La méthode fondée sur un questionnaire — en fait un « protocole » d'enquête — s'est par contre révélée déplorable. Il n'y a pas plus ethnocentriques et plus farcis d'*a priori* idéologiques que ces pense-bête de l'ethnologue. Ils ne valent rien... nulle part. L'enquête classique, à forme et à intentions monographiques, qui en est dérivée, vaut par contre ce que lui permettent la sensibilité de l'enquêteur et la bonne volonté des informateurs. Elle n'est pas satisfaisante, quoiqu'on puisse souvent s'en contenter et cela est vrai... où que ce soit.

On en vient lentement, et ce n'est nullement une découverte récente, à un plus grand respect de la formulation propre à la culture étudiée. C'est-à-dire tout simplement à pratiquer le recours au texte original, à l'analyse patiente et scrupuleuse qui

constituent depuis toujours le métier des spécialistes des cultures dites classiques. Il est étonnant qu'on se soit si longtemps satisfait de formulation en français, de traductions non vérifiées, de résumés hâtifs de textes ou de situations. Aujourd'hui le recours permanent à l'énoncé vernaculaire apparaît comme la seule méthode satisfaisante, que trop de chercheurs sont encore incapables de pratiquer, parce qu'ils n'ont pas reçu la formation linguistique nécessaire, qu'ils l'ont méprisée alors qu'ils avaient l'occasion de l'acquérir, ou qu'ils ont jugé indigne d'eux d'envisager de se recycler. Cela devrait devenir une obligation. Quel est le latiniste qui ne lit pas dans le texte ? La question ne devrait même pas se poser.

C'est à ce niveau que nous trouverions les réponses satisfaisantes. Il faut tant d'années pour pénétrer une culture, analyser honnêtement une société, que tout Africain possède une supériorité considérable sur l'Européen. Il est inimaginable que certains chercheurs prétendent travailler sur les textes ésotériques de confréries africaines, dans des zones de langues à tons, sans être capables de les noter, alors que les glissements de signification s'établissent au niveau d'un jeu s'exerçant au sein de la tonétique. Quel sinisant, quel vietnamisant oserait se prétendre compétent avec une telle déficience ?

Si l'on ajoute à l'avantage linguistique normal d'un Africain une formation adéquate, la plus sérieuse possible, on pourrait avoir d'ici quelques années une bien meilleure connaissance des sociétés africaines qu'actuellement, où malgré de très grands pas réalisés dans le sérieux des travaux, les résultats européens donnent trop souvent l'impression de rester en surface ou trop près de la surface. Cependant à condition d'acquérir les moyens linguistiques adéquats, je ne vois pas pourquoi les chercheurs occidentaux ne pourraient continuer à jouer un rôle dans la recherche africaniste, mais ce ne serait qu'un rôle d'appoint... comme déjà en Asie, ou ailleurs, depuis déjà longtemps. Un problème plus intéressant est celui du chercheur africain qui

ne devrait surtout pas chercher à mimer l'africaniste européen. Sa fonction sera de mettre en œuvre des formes d'analyse et d'observation plus satisfaisantes, moins approchées, que celles qui ont fait les beaux jours des spécialistes occidentaux. Quelques bons exemples montrent déjà qu'il ne s'agit pas d'une utopie. Quant à moi, je serais heureux de voir les priorités parfois naïves, parfois inquiétantes, de la recherche privilège européen, mises en cause et remplacées par des points de vue tout aussi sérieux, mais mieux intégrés dans la réalité sociale et culturelle.

Les réactions actuelles contre l'ethnologie étaient attendues. Je les crois justifiées pour une très grande part. Je crois surtout qu'elles pourraient amener un bien, en introduisant un critère essentiel dans les décisions : le choix de la population intéressée. Jusqu'à présent en effet, l'ethnologie a été subie, ce qui n'est pas sain. N'importe qui pouvait faire, dire et écrire n'importe quoi, s'il en avait les moyens et les appuis. Il y a de cela des exemples célèbres. J'appelle de mes vœux, ayant personnellement l'expérience de l'intérêt de telles situations, le moment où les manuscrits seront soumis avant publication, les thèses avant soutenance, à la critique des seules personnes compétentes pour apprécier et critiquer : les membres du groupe étudié. Cela obligerait à revoir tout ce qu'il y a d'insatisfaisant dans l'écriture des spécialistes ; à laisser de côté les langages ésotériques scientifiquement inutiles — nés d'une volonté de mise en scène dans une situation de compétition économique (pour les postes, les crédits, les honneurs) — : à chercher à respecter l'énoncé vernaculaire au lieu de le trahir au profit d'un discours européen arrogant. Cela permettrait de dégonfler les expressions excessives d'observateurs se prenant pour des héros, obligerait à écrire simplement et à comprendre que l'ethnologue n'a d'autre vocation que d'être le serviteur, un des serviteurs de la société et de la culture étudiées ; les spécialistes se rendraient compte de l'existence d'un public exigeant, pas-

sionné du sujet, capable de le comprendre dans ses moindres nuances et... auraient enfin le moyen de justifier les frais considérables d'impression d'ouvrages qu'il faut un demi-siècle pour épuiser dans les conditions normales de l'édition scientifique.

Reste le problème politique. Les gouvernements et les élites africaines sont prises aujourd'hui entre un désir d'authenticité, donc de reconnaissance de la valeur de chaque culture, et la crainte des dangers du tribalisme. En même temps que notre langue nous avons malheureusement exporté le jacobinisme centralisateur, capable de forger un Etat, mais destructeur de valeurs intellectuelles et culturelles dont la diversité assure la survie et qu'une pratique politique plus subtile permettrait d'intégrer dans une nation. Les intrigues qui naissent autour des frontières, autour des zones de production de matières premières stratégiques, font soupçonner l'ethnologue de mauvaises intentions dès qu'il travaille sur une minorité. Une politique d'aide à la formation de spécialistes locaux, d'assistance au développement d'institutions locales, l'acceptation d'une coordination souriante, une programmation collective mettant en évidence la poursuite d'impératifs scientifiquement cohérents et non la seule recherche de royaumes réservés, devraient permettre de lever les suspicions légitimes. Des zones interdites, il y en aura toujours et il n'existe pas un lieu, pas un groupe qui ne soit intéressant à étudier. Le choix des terrains et des thèmes d'études offerts aux chercheurs étrangers par les spécialistes nationaux permettra dans l'avenir de lever la difficulté. Cela nous obligera à un peu d'humilité, par un juste retour des choses.

L'expérience montre d'ailleurs que les spécialistes européens localement implantés peuvent être bien plus redoutables à leurs collègues que ne le serait un chercheur africain qui tendra moins à s'entourer de murailles de Chine. Je crois par ailleurs que la qualité de la recherche est fonction des difficultés assumées et surmontées. Un trop grand confort

matériel à la capitale s'est révélé, au cours des dernières années, être un plus grand frein à la recherche que ne le serait le contrôle de cette recherche passé entre des mains africaines. Quand les chercheurs auront moins de maisons, moins de voitures, moins d'interprètes, de cuisiniers ou d'enquêteurs : qu'ils marcheront à pied ou à cheval, les résultats de leurs travaux n'en seront que meilleurs. Et quand ils dépendront de patrons scientifiques africains, ils retrouveront le sens de la relativité des choses. Le maintien du complexe de supériorité occidentale, si fort et si inconscient qu'on le retrouve quotidiennement en soi-même, est la plus grande

menace qui pèse sur la qualité de la recherche. Tout ce qui tendra à le détruire sera positif. Je tiens qu'alors les chercheurs s'adapteront mieux, sur place et au retour — ils ne se seront pas pris provisoirement pour des demi-dieux — et qu'ils seront de façon générale mieux dans leur peau. Tout cela est bon, ou susceptible de l'être. Une position négative absolue, intransigeante, vis-à-vis de l'ethnologie le serait moins. Mais j'accepte que la décision ne soit plus nôtre et que nous ne puissions plus qu'offrir, et non plus imposer.

Jean GUIART.